

En septembre, une rentrée sociale et Environnementale bouillante !

Alors que des projets de régressions sociales fleurissent dans de nombreux secteurs de la société, la rentrée sociale va être bouillante, avec comme point d'orgue les mobilisations du 20, 24 et 27 septembre pour l'urgence sociale et environnementale.

Retraites, climat, salaires, services publics, énergie, enseignement de nombreuses mobilisations sont prévues en septembre pour lutter contre les projets mortifères du gouvernement, du patronat et pour conquérir de nouveaux droits.

Les 20, 24 et 27 septembre, levons-nous face à l'urgence sociale et environnementale

Pour la CGT, qui milite pour le développement humain durable, les questions environnementales et sociales sont indissociables.

Partout, ce sont les jeunes, les plus fragiles, les plus pauvres qui subissent le plus les effets du dérèglement climatique et social du fait des politiques néo libérales.

Or, les conséquences sur notre santé, notre environnement, notre planète sont irréversibles.

Les 20 et 27 septembre, la CGT appelle à manifester avec la jeunesse et les associations pour gagner d'autres modes de développement, de production et de consommation, car nous refusons un monde où le coût du capital s'additionne au coût environnemental, créant toujours plus de tensions et d'injustices.

Par ailleurs, la CGT appelle également à battre le pavé le mardi 24 septembre pour une hausse des salaires, la retraite à 60 ans, des pensions de haut niveau dans un système par répartition renforcé et financé.

Alors que le gouvernement compte allonger la durée de cotisation et donc, repousser l'âge légal de départ à la retraite, la réforme Delvoye / Macron ne fera que des perdants : femmes, jeunes, salariés du privés comme du publics (y compris les retraités actuels) verront la valeur du

point fondre comme neige au soleil.

Ainsi, ensemble, exigeons de vivre décemment de notre travail,

Exigeons un système fiscal plus juste, exigeons plus de services publics,

Exigeons d'autres politiques économiques !

Des mobilisations dans la métallurgie, la santé, l'énergie, l'enseignement, les finances publiques...

Vendredi 6 septembre, la CGT métallurgie avait appelé les salariés à agir pour la défense et l'amélioration de leurs droits.

Depuis trois ans, une négociation nationale est engagée dans la métallurgie entre le patronat (UIMM) et les syndicats représentatifs afin de renégocier l'ensemble des garanties collectives qui organisent la vie au travail de 1,4 millions de salariés.

Alors que les négociations ont lieu un vendredi sur deux tout au long de l'année, la Fédération CGT de la Métallurgie a décidé de faire de ces journées des « rendez-vous de lutte, d'information et de mobilisation ».

C'est aussi une rentrée offensive dans la santé et l'action sociale, où la CGT appelle l'ensemble des organisations syndicales associations et collectifs à rejoindre la journée d'action du 11 septembre à 13h00 à Paris et dans les actions organisées dans les territoires !

La crise des Urgences l'atteste : au bord de la rupture et en première ligne, « ces services qui connaissent un mouvement social sans précédent depuis mi-mars, risquent littéralement l'explosion ».

La CGT revendique, en outre, l'arrêt des fermetures de lits et l'augmentation de toute urgence du niveau de financement des établissements.

La CGT - avec FO, la CFDT, Solidaires et la CFTC – de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) appellent à une journée nationale de grève le 16 septembre, pour s'opposer à « la déstructuration des services » et à « une baisse en termes de moyens humains et budgétaires » à l'occasion de la présentation de la loi de finances 2020.

Alors que depuis le début de l'année, me prélèvement à la source a été mis en place, la CGT dénonce une situation où les services « sont au bord de la rupture faute de moyens ».

Le 19 septembre, la Fédération des Mines et Energies (FNME-CGT) et les fédérations syndicales CFDT/FO/CFE-CGC appellent l'ensemble des travailleurs à battre le pavé pour l'emploi, le statut et le service public. En l'espèce, la CGT lutte contre la volonté de l'Etat de faire exploser le groupe EDF au travers du projet « Hercule ». L'objectif ?

Faire payer les investissements de production long terme aux usagers pendant que le capital s'enrichit avec l'augmentation de l'ARENH (obligation faite à EDF de vendre des MW nucléaires au coût de production à ses concurrents).

Mobilisés depuis des mois pour exprimer leur rejet du nouveau baccalauréat et des réformes des lycées, les personnels de l'enseignement n'ont pas dit leur dernier mot.

Une intersyndicale se tiendra le 10 septembre pour envisager les actions et les mobilisations nationales pour défendre le service public d'éducation.

PUBLIÉ LE 9 SEP 2019